

## **BAYROU ET MACRON DÉCLARENT LA GUERRE**



# **MOBILISATION**

# **PAR LA GRÈVE ET DANS LA RUE!**

### **ZOOM**

Accords commerciaux avec Israël: l'heure du choix pour l'Union européenne

Page 3

### **INTERNATIONAL**

États-Unis. Make America Great Again, les premières fissures

Page 4

### **ARGUMENTS**

Namibie, le premier génocide du 20<sup>e</sup> siècle

Page 5

### **CHAMP LIBRE**

Entretien avec le Collectif Roja sur la situation en Iran

Page 8

## Édito

## Un monde sans frontières

Par WILLIAM DAUNORA

Cette année, 20 000 personnes ont déjà traversé la Manche. C'est autant que pendant toute l'année 2024. Dans les médias et les déclarations de nos gouvernantEs, c'est le retour de la « crise migratoire ». Et c'est à cette « crise » qu'est censé répondre l'accord signé par Macron et Starmer sur le contrôle de l'immigration. Sans aucune honte, le principe de « unE migrantE accepté par le Royaume-Uni pour unE migrantE repris par la France » est présenté comme une réponse « humaine » permettant, soi-disant, d'ouvrir une voie légale d'immigration pour les candidatEs au regroupement familial. Des miettes qui permettent de justifier le renforcement des contrôles administratifs et policiers et les rafles à l'intérieur du pays. Alors que, dix ans après que le petit Aylan Kurdi, migrant syrien de 3 ans, a été retrouvé gisant sur une plage turque, les chiffres de l'ONU font de l'année 2024 la plus meurtrière sur les routes de la migration sur l'ensemble du globe. Faut-il le rappeler ? Entreprendre un trajet d'exil pour fuir les guerres, le colonialisme, la misère sociale et les catastrophes écologiques, tout simplement vouloir une vie meilleure, c'est s'exposer à la mort, aux humiliations, aux viols. Face à cette réalité, le cynisme des dominants est sans nom. Pour Starmer et Macron, leur accord serait une réponse à la progression de l'extrême droite ! Mettre en œuvre des politiques racistes pour lutter prétendument contre celles et ceux-là mêmes qui ont réussi à imposer leur narratif et leur agenda de l'immigration comme « problème », avec sa version de gauche « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Alors que le déclenchement de la guerre en Ukraine a montré que de « problème d'accueil » il n'y avait pas... sauf pour les exiléEs « indésirables » d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient... Nous ne lâcherons rien à leur idéologie nauséabonde. Choisir son lieu de vie devrait être un droit accessible à toutes et tous. Face aux désordres du monde, nous lutterons contre toute tentative de renforcer un ordre national. Face à la criminalisation des migrantEs et de leurs soutiens, nous continuerons à répondre par les luttes et la solidarité, pour un monde sans frontières !

## Bien dit

*Nous nous tenons fermement aux côtés des peuples d'Iran, tant dans leur résistance continue à la dictature que dans leur droit à vivre libres de toute agression militaire étrangère.*

Tribune, proposée par Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI) 11 juillet 2025, « Solidarité avec les peuples en lutte contre la guerre, le colonialisme et la dictature ! », à retrouver le Blog de Mediapart.

## À la Une

## BAYROU ET MACRON DÉCLARENT LA GUERRE, Ni leurs canons ni leurs profits, reprenons la rue!

Depuis avril, le gouvernement, à commencer par le ministre des Finances, Éric Lombard — deuxième millionnaire du gouvernement — prépare l'opinion à de nécessaires économies, de l'ordre de « 40 milliards » pour le budget 2026. Le choix de ce chiffre en dit long sur la manière dont le gouvernement veut nous « beurrer les lunettes »...

Ces 40 milliards « correspondent à l'écart entre le déficit public visé et celui prévisible en prolongeant les tendances actuelles, sans nouvelles mesures. Si le Premier ministre était parti du budget 2025, selon la formule habituelle, le même effort aurait été chiffré à environ 24,5 milliards d'euros », décrypte Denis Cosnard<sup>1</sup>. Premier enfumage.

Autre enfumage, le conclave hypocrite sur les retraites, tandis que Bayrou et ses ministres matraquaient sur la dette et les économies et agitaient les « dangers extrêmes » et une « agonie » pour l'économie.

Le Premier ministre, illégitime, a cherché ancrer dans la tête de toutes et tous que nous devons payer ce « déficit » et que l'argent serait pris sur nos salaires socialisés : retraites, assurance chômage, congés payés, sécurité sociale, services publics...

## Une vieille politique de droite

Plusieurs études et rapports parus ces derniers jours sont pourtant venus contester par avance ses projets. Ainsi, la commission d'enquête sénatoriale « sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants » a conclu le 8 juillet<sup>2</sup>, qu'avec 211 milliards d'euros par an d'exonérations fiscales, d'allègement de cotisations ou de subventions directes aux entreprises, sans aucune contrepartie en matière de garanties d'emplois, les entreprises représentent le premier budget de l'État.



Une politique dite « du ruissellement » par Macron, qui a fait la preuve de sa nullité, puisque l'Insee dévoilait le 7 juillet les chiffres de la pauvreté en France. En 2023, plus de 600 000 personnes ont basculé dans la pauvreté, du jamais-vu depuis 1996, avec les jeunes actifs en première ligne.

L'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) démontrait, dans un document de travail rendu le 11 juillet, que depuis 2017 le creusement du déficit était dû à la baisse des recettes, notamment des prélèvements obligatoires (comprendre les impôts) et non des dépenses, comme le gouvernement cherche à nous le faire croire...

Face à cela, aucun institut économique sérieux ne s'attend à une embellie économique. Bien au contraire ! Le chômage et la pauvreté devraient encore augmenter et les inégalités se creuser...

## Déjà vu

En commençant, mardi 15 juillet, par confondre à dessein, cotisations sociales (qu'il appelle charges sociales — tout ce qui relève en fait du salaire socialisé) et impôts (qui reposent sur l'ensemble des revenus), il donne le cap : celui d'un programme de guerre sociale contre les travailleurEs, et notamment l'assurance chômage.

Bayrou annonce la « simplification des procédures bureaucra-

tiques qui asphyxient les entreprises, les foyers et les personnes » et le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite, suppression de 2 jours fériés, un nouveau conclave de démantèlement de l'assurance chômage et du droit du travail... Le rognage en règle s'apparente à un dépeçage social, un massacre écocide (à l'image de l'adoption de la loi Duplomb) et un hold-up démocratique. Du déjà-vu, en pire ! Toute comme la « contribution de solidarité » pour les Français « les plus fortunés », dont on sait qu'elle n'aura aucune conséquence...

Et comme si cela ne suffisait pas, Macron a promis, lors du 14 juillet, de porter le budget des armées à 64 milliards d'euros en 2027, soit deux fois plus qu'en 2017. À la guerre sociale, s'ajoute le militarisme qu'il leur faut financer sans prendre sur les profits.

Il est plus qu'urgent de préparer la rentrée syndicale et politique de façon unitaire, de reprendre la rue, de reprendre les droits démocratiques usurpés. Tous ensemble, nous, travailleurEs avec ou sans emploi, du privé ou du public, ne nous laissons pas voler notre sécu, notre assurance chômage, nos droits sociaux, pour les canons et les profits. Dehors Bayrou ! Tous ensemble, reprenons la rue !

**Fabienne Dolez**

<sup>1</sup> - Denis Cosnard, « Budget 2026 : les 40 milliards d'euros, un fétiche politique très contesté », *Le Monde*, 14 juillet 2025.

<sup>2</sup> - Mathias Thépot, « 211 milliards d'euros par an : les entreprises gavées aux aides publiques », *Mediapart*, 8 juillet 2025.



## Acturama

## NEUF ANS DE COMBAT ET NOUS DEMANDONS TOUJOURS JUSTICE POUR ADAMA!

Emmenée par Assa Traoré, la sœur d'Adama Traoré, la marche en mémoire d'Adama ce 12 juillet 2025 à Beaumont-sur-Oise a été l'occasion de dénoncer les violences policières et racistes, et de rappeler la mémoire de toutes les victimes de violences policières.

Voir notre reportage sur la manifestation du 12 juillet 2025 à Beaumont-sur-Oise : <https://lanticapitaliste.org/videos/mort-dadama-traore-9-ans-de-combat>  
© NPA - l'Anticapitaliste

# INCENDIES Des millions dans l'eau de la Seine plutôt que dans les Canadair

L'effroi passé, place à la parade. Au milieu des préparatifs du défilé militaire censé célébrer la prise du pouvoir national par le peuple, le Premier ministre Bruno Retailleau a fait un saut de puce à Marseille pour saluer les courageux soldats du feu qui ont permis d'éviter que la catastrophe s'alourdisse et pour faire des annonces.

## Une flotte hors service

Après avoir énuméré les appareils mis à disposition pour éteindre l'incendie, Retailleau exprime qu'il souhaite « en commander deux nouveaux ». Ce renforcement passerait le nombre d'avions bombardiers d'eau de 12 à 14. Or, le président de la République avait déjà fait cette annonce... en 2022. Macron voulait alors renouveler la flotte des 12 avions existants et les renforcer jusqu'à 16 appareils à la fin du quinquennat. Les avions étaient vieillissants, les pièces détachées attaquées par la corrosion (ces avions canadiens ne sont pas faits pour puiser dans l'eau de mer).

Après la commande de deux appareils, les économies décidées en 2024 ont eu raison du remplacement et de l'achat des autres avions. Résultat, la pénurie se fait

Au lendemain de l'incendie qui a ravagé plus de 750 hectares des Pennes-Mirabeau et de Marseille, on s'interroge sur la responsabilité de l'État et des services publics pour une catastrophe que le changement climatique promet d'amplifier.



sentir, alors qu'en 2024 plusieurs appareils avaient été cloués au sol hors d'état de fonctionner. Mardi 8 juillet, seuls 4 Canadair, 2 Dash et des hélicoptères ont pu être mobilisés.

## Un coût écologique et sanitaire

Le bilan écologique et sanitaire de l'incendie est encore à faire. On sait déjà que les capteurs ont enregistré des pics de particules PM10 allant jusqu'à 160 µg/m<sup>3</sup> à Marseille. Les crises d'asthme

et épisodes respiratoires aigus vont probablement se faire sentir sur la fréquentation des services d'urgences déjà saturés pendant la période estivale.

La perte massive d'habitat pour plusieurs espèces de faune et flore protégées va accroître la pression écologique exercée dans un milieu qui souffre déjà de températures anormales et du surtourisme. Aucune annonce officielle n'a été faite à l'heure actuelle sur un plan de restauration écologique de la zone

brûlée (replantation, restauration des sols, protection de la biodiversité).

## Le dérisoire budget du climat

Malgré des preuves irréfutables du réchauffement climatique et son avancée inexorable, le budget alloué au changement climatique est dérisoire. Le budget incendie 2025 est fixé à 6,7 milliards d'euros, soit 0,5% des dépenses publiques.

Le dernier Canadair a été livré en 2007. Les deux appareils commandés par l'État, annulés en 2024 par le gouvernement Attal — alors qu'il commandait 42 avions Rafale — coûtaient 53 millions d'euros. Pour rappel, l'État a investi 700 millions d'euros pour assainir la Seine pour les Jeux olympiques.

Le Mozart de la finance ne voit donc pas venir le coût faramineux de son inaction, tant économique que climatique. Gageons sur le cynisme de nos dirigeants : l'été est là, et les débats vont pouvoir se tourner vers le burkini...

Guillaume NPA Marseille

# MOYEN-ORIENT Accords commerciaux avec Israël : l'heure du choix pour l'Union européenne

Le Conseil des Affaires étrangères de l'UE (Union européenne) a décidé, le 20 mai 2025, la révision de l'accord d'association avec Israël. Le 23 juin, un rapport accablant, confirmant les accusations contre Israël de plusieurs crimes internationaux est présenté remettant en cause ces accords.

Les traités commerciaux avec Israël ne sont pas récents et ont commencé dès les années 1970 avec les accords du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), lorsque l'UE a cherché à élargir de nouveaux partenariats commerciaux vers des pays hors Europe (ce fut le cas avec la Turquie également, malgré le régime militaire et la répression du peuple kurde). L'État d'Israël est même un État associé à l'UE, régi par la politique européenne de voisinage, le partenariat euroméditerranéen et l'Union pour la Méditerranée.

## Défiscalisation et colonialisme

Un accord, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2000, inclut que les produits israéliens bénéficient du même avantage fiscal qu'un produit de l'UE. Malgré tout, en décembre 2008, à la suite de la mobilisation de la société civile, l'UE a bloqué les exportations émanant des colonies — alors qu'en décembre 1996, les oranges « originaires » d'Israël avaient eu droit à un accord particulier pour concurrencer les oranges du sud de l'Europe. Ces produits ont toujours une provenance floue et peuvent toujours venir de colonies lorsqu'il s'agit de produits de Cisjordanie. Une première campagne pour la suspension de cet accord avait abouti en 2002 au vote du Parlement européen pour la suspension de l'accord, mais cela n'a jamais été ratifié par le Conseil de l'Europe.

Selon le site BDS, un tiers des exportations israéliennes viennent des colonies (2 milliards de dollars), malgré l'article 2 des accords de coopération qui stipule que

les relations entre l'UE et Israël « reposent sur le respect des droits de l'Homme et des principes démocratiques »<sup>1</sup>.

Les différents gouvernements, d'Ehud Barak, d'Ariel Sharon et de Netanyahu n'ont jamais respecté cet article. Pourtant, les accords n'ont pas cessé.

## Un partenariat privilégié

L'Union européenne est le premier partenaire commercial d'Israël. Elle n'est pas prête à se laisser priver de plus de 20 milliards d'euros de ressources, d'échanges scientifiques autour du système de positionnement par satellites Galileo, des innovations technologiques en téléphonie et, surtout, du projet d'oléoduc gazier sous la Méditerranée.

Ce qui est exceptionnel, ce n'est pas que l'UE réviser son accord, mais qu'elle ne l'ait pas fait dès 2003 et les premiers massacres de civils à Jénine après la mise en place de ces accords en 2000.

Israël ne reconnaît ni le droit international ni le droit européen, mais nous pouvons aussi voir que l'UE elle-même ne respecte pas ses propres textes.

L'État espagnol, dont le Premier ministre Sanchez a annoncé « ne pas faire affaire avec un État génocidaire », continue tout de même à avoir plus de 40 contrats en vigueur, que ce soit via l'État lui-même ou via des entreprises privées<sup>2</sup>.

Les 27 États membres de l'Union ont quelque peu durci leur position face à l'aggravation de la situation à Gaza au cours des derniers mois, mais l'examen conclut à des « indices de violation » des engagements en matière

de droits humains... Analyse a minima et hautement frileuse, menée par le SEAE (Service européen pour l'action extérieure).

## Continuer la mobilisation

Que ce soit clair, même si c'est une avancée, la position des ministres des Affaires étrangères de l'UE n'est pas une garantie. L'ambassadeur israélien auprès de l'UE, Haim Regev, a déclaré que le ministère des Affaires étrangères « travaillait et menait une campagne diplomatique intensive » (sic) pour que l'accord ne soit pas suspendu mais réexaminé grâce au soutien de 10 des 27 États membres<sup>3</sup>. La suspension totale nécessiterait l'unanimité des 27. Cependant, quelques volets peuvent être suspendus à la majorité qualifiée, comme les échanges commerciaux ou les échanges énergétiques. Tout en continuant la pression sur les députés européens, comme la campagne BDS, c'est à travers les mobilisations, le boycott, la dénonciation, que nous pouvons toucher l'économie israélienne.

## Manue Ouzo

1 – Toute l'Europe.

2 – *Orient XXI* : « Accords d'association avec Israël. L'Union européenne dos au mur. »

3 – *The Times of Israël*, 23.05. 2025

## À lire sur le site



République islamique et racisme d'État, il faut vraiment en finir avec ce régime!, par Babak Kia

## No comment

Aujourd'hui, j'impose des sanctions à la Rapporteuse spéciale du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Francesca Albanese, pour ses efforts illégitimes et honteux visant à inciter la Cour pénale internationale (CPI) à prendre des mesures contre des responsables, des entreprises et des dirigeants américains et israéliens.

MARCO RUBIO, le chef de la diplomatie américaine, le 9 juillet sur X qui s'en prend au droit international à travers la rapporteuse spéciale de l'ONU pour les Territoires palestiniens à Genève.

## Agenda

Du 19 au 26 juillet, 40<sup>e</sup> édition des Rencontres Internationales Jeunes (RIJ), Wallonie (Belgique). Infos: jeunes@nouveauanticapitaliste.org

Du dimanche 24 au mercredi 27 août, 17<sup>e</sup> Université d'été du NPA - l'Anticapitaliste, Port-Leucate (11). Accueil le samedi 23 à partir de 14h et départ le jeudi 28 après le petit-déjeuner.

Samedi 20 septembre, « La manif du futur » contre la poubelle nucléaire, Bure (55). Infos sur manifbure.fr



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

**l'Anticapitaliste.org**

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
1225-C-93922

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

**Tirage :**  
1800 exemplaires

**Directrice de publication :**  
Penelope Duggan

**Secrétaire de rédaction :**  
Fabienne Brifault

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



## DROIT D'ASILE

# Un pas en avant pour les GazaouiEs

La Cour nationale du droit d'asile (CNDA) a été saisie d'une demande de protection par une femme et son fils mineur originaires de Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza.

L'OFPPA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) leur avait accordé la protection subsidiaire compte tenu de la « situation de violence aveugle d'intensité exceptionnelle » résultant du conflit armé entre les forces du Hamas et les forces armées israéliennes, conformément à une jurisprudence de la CNDA du 12 février 2024<sup>1</sup>.

### Qualité de réfugié

Les requérantEs n'étaient pas enregistréEs par l'UNRWA<sup>2</sup>. Ils demandaient à la CNDA de leur reconnaître la qualité de réfugié sur le fondement de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés.

La CNDA, réunie en grande formation<sup>3</sup> le 20 juin, a examiné leur requête en tenant compte de la situation qui prévaut à Gaza à la suite de la rupture du cessez-le-feu en mars 2025. Elle a constaté que les forces israéliennes contrôlent une partie substantielle du territoire de la bande de Gaza et que les méthodes de guerre de ces dernières entraînent un nombre important de victimes et de blessés civils dont une majorité de femmes et d'enfants, une destruction à grande échelle d'infrastructures essentielles à la population, des déplacements forcés, et que les blocages dans l'acheminement de l'aide humanitaire entraînent une insécurité alimentaire.

### Persécution du fait de la nationalité

Ces méthodes sont suffisamment graves, du fait de leur nature et de leur caractère répété, pour pouvoir être regardées comme des actes de persécution. La CNDA a estimé que ces persécutions sont liées à un motif de la Convention de Genève. Elle a jugé que les PalestinienNEs de Gaza possèdent les caractéristiques liées à une « nationalité » au sens de l'article 1<sup>er</sup>, A, 2 de la Convention de Genève : « l'appartenance à un groupe soudé par son identité culturelle, ethnique ou linguistique, ses origines géographiques ou politiques communes, ou sa relation avec la population d'un autre État ».

Par sa décision rendue le 11 juillet<sup>4</sup>, la CNDA a jugé que les PalestinienNEs originaires de Gaza non protégés par l'UNRWA peuvent se voir accorder le statut de réfugié en raison des méthodes de guerre utilisées par les forces israéliennes depuis la rupture du cessez-le-feu. Pour ces raisons, la CNDA a reconnu à la requérante et à son fils mineur la qualité de réfugiés.

La CNDA avait déjà jugé, par une décision du 13 septembre dernier, que les PalestinienNEs originaires de la bande de Gaza et protégés par l'UNRWA pouvaient demander le statut de réfugié en France<sup>5</sup>. Ces deux décisions qui font jurisprudence redonnent aux GazaouiEs qui demandent l'asile en France, l'espoir de pouvoir y vivre.

**Maria Puccini**

1 - [www.cnda.fr/decisions-de-justice/demieres-decisions/bande-de-gaza-la-cour-juge-que-la-bande-de-gaza-connaît-une-situation-de-violence-aveugle-d-intensite-exceptionnelle](http://www.cnda.fr/decisions-de-justice/demieres-decisions/bande-de-gaza-la-cour-juge-que-la-bande-de-gaza-connaît-une-situation-de-violence-aveugle-d-intensite-exceptionnelle)

2 - United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East ou Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient

3 - Formation de jugement élargie dont le rôle est de trancher des questions de droit inédites et d'assurer la cohérence de la jurisprudence.

4 - « Gaza : les palestiniens originaires de la bande de Gaza qui ne sont pas déjà protégés par l'ONU peuvent bénéficier du statut de réfugié », Cour nationale du droit d'asile

5 - « Droit d'asile : une porte s'ouvre pour l'accueil des GazaouiEs », *l'Anticapitaliste* n° 725 du 17 octobre 2024, <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/droit-d-asile-une-porte-souvre-pour-laccueil-des-gazaouiEs>.

## ÉTATS-UNIS

# Make America Great Again, les premières fissures

Il y a quelques mois, le mouvement Make America Great Again (MAGA) du président Donald Trump semblait être un monolithe solide, depuis les législateurs du Parti républicain au sommet jusqu'aux militants de base.

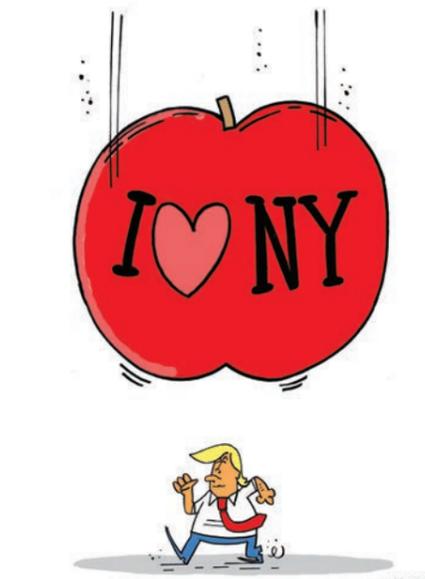
Aujourd'hui, le MAGA est déchiré par des rivalités personnelles et l'incompétence de plus en plus visible des membres du cabinet. Le cas le plus célèbre est celui du milliardaire Elon Musk qui, il y a quelques mois, semblait être pratiquement un co-président. Il a rompu avec Trump, puis a critiqué son « magnifique » projet de loi budgétaire, le qualifiant d'« abomination répugnante » en raison de son incapacité à opérer des coupes plus importantes.

Musk a ensuite lancé un nouveau parti politique, le « parti de l'Amérique » (America Party). Selon un sondage Quantus, le parti de Musk aurait le soutien de 40 % des électeurs américains et de 57 % des électeurs républicains, en particulier chez les hommes. Si le nouveau parti est opérationnel d'ici novembre 2026, il pourrait diviser les républicains et menacer le contrôle de Trump sur le Sénat et la Chambre des représentants.

### Des amis peu recommandables

Il y a ensuite le cas de Jeffrey Epstein, le banquier et courtier en bourse qui se disait « le meilleur ami de Trump depuis dix ans ». Condamné en Floride pour proxénétisme et trafic sexuel d'enfants, puis pour trafic sexuel de mineurs en Floride et à New York, Epstein se serait suicidé en prison le 20 août 2019, bien que certains pensent qu'il a été assassiné. Sa complice, Ghislaine Maxwell, a été condamnée à 20 ans de prison. Les complotistes de droite ont exigé que les dossiers du ministère de la Justice sur Epstein soient rendus publics, ainsi que la liste de ses clients. Ils affirment depuis des années qu'Epstein, des membres de l'élite économique, l'« État profond » et les dirigeants du Parti démocrate étaient impliqués dans un culte pédophile.

La ministre de la Justice de Trump, Pam Bondi, a d'abord déclaré qu'elle avait la liste. Elle affirme désormais qu'il n'y a



pas dans les dossiers. Les partisans de MAGA sont donc furieux contre Trump et Bondi, certains affirmant que Trump fait désormais partie de « l'État profond ».

### De catastrophes sanitaires en échecs politiques

Les échecs du cabinet menacent également de saper l'unité du MAGA et des républicains. Le secrétaire à la Santé, Robert Kennedy, sceptique à l'égard des vaccins, ne parvient pas à empêcher la propagation de la rougeole et a perdu tout soutien.

Plus récemment, la gestion de l'inondation dans le centre du Texas par la secrétaire à la Sécurité intérieure, Kristi Noem, a également été un échec et une tragédie humaine qui affaiblit Trump.

Les débordements de la rivière Guadalupe, qui ont commencé le 4 juillet, ont provoqué en 45 minutes un mur d'eau de 8 mètres de haut. Résultat ? 129 morts et 170

disparus, dont une vingtaine de jeunes filles participant à un camp d'été. Kristi Noem, responsable de l'Agence fédérale de gestion des urgences (FEMA) qui dépense des milliards pour les secours, a émis une nouvelle directive qui exige son approbation personnelle pour toute dépense supérieure à 100 000 dollars, paralysant pratiquement la FEMA. Elle a également retardé de trois jours le déploiement des équipes de recherche et de sauvetage de la FEMA sur les lieux de l'inondation. Trump a félicité K. Noem pour être immédiatement apparue à la télévision et l'a soutenue malgré son incapacité à réagir rapidement à la situation.

### Maintenir la résistance pour faire reculer Trump et son monde

Enfin, les politiques d'immigration de Trump perdent en popularité. Depuis plusieurs mois, les AméricainNEs voient des agents arrêter des travailleurEs et séparer des familles. La semaine dernière, des rafles de type militaire ont eu lieu à McArthur Park, à Los Angeles, et dans des fermes locales, avec des véhicules blindés et des agents à cheval, des agents équipés d'armes militaires, utilisant des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes.

La communauté a organisé une manifestation de masse, et le soutien du public à ces politiques est en baisse. Le dernier sondage Gallup montre qu'un pourcentage record de 79 % des AméricainNEs considèrent que l'immigration est bonne pour le pays, tandis que le soutien au mur frontalier avec le Mexique et aux expulsions massives est en baisse.

Le travail des progressistes et de la gauche consiste à maintenir la résistance, à maintenir la pression et à approfondir les fissures. Notre objectif : la chute de Trump... et de son monde.

**Dan La Botz, traduction Henri Wilno**

## AFRIQUE CENTRALE

# Accord de paix RDC-Rwanda, les populations oubliées

L'accord de paix entre la RDC et le Rwanda sous l'égide des États-Unis est globalement défavorable à la partie congolaise et reste fragile.

Après avoir laissé pendant des années la Chine exploiter le sous-sol africain, les États-Unis changent leur politique. D'autant que lors du bras de fer sur les taxes douanières entre les deux pays, la Chine avait menacé d'embargo les exportations de minerais rares essentiels pour l'industrie étatsunienne.

### Un accord perdant-gagnant

La médiation des États-Unis pour un accord de paix entre la RDC et le Rwanda entre dans ce cadre. Le président congolais Tshisekedi, dans l'incapacité de riposter aux attaques du M23 soutenu massivement par l'armée rwandaise, avait proposé à Trump la sécurisation du pays contre l'exploitation de ses nombreuses richesses minérales. Ce dernier avait saisi la balle au bond et proposait un accord de paix entre les deux pays mettant fin à un conflit de plus de trente ans. Si l'accord signé le 27 juin réaffirme le principe de souveraineté de la RDC, le départ de l'armée



Les ministres des Affaires étrangères du Rwanda, Olivier Nduhungirehe, et de la RDC, Thérèse Kayikwamba Wagner, avec Donald Trump le 27 juin 2025. DR

rwandaise du sol congolais est conditionné au démantèlement des FDLR, un groupe armé issu des génocidaires hutus qui se sont réfugiés en RDC dans le cadre de l'opération militaire française « Turquoise » menée au Rwanda en 1994.

Cette exigence sera difficile à remplir pour les forces armées de RDC qui par le passé ont tissé des liens avec cette milice. De plus, une bonne partie de l'implantation des FDLR se trouve sur des territoires occupés par le

M23. Enfin, une stratégie possible des FDLR serait d'intégrer ses hommes dans les nombreuses milices armées qui existent dans le pays.

La partie économique prévoit que les entreprises étatsuniennes pourront exploiter le sous-sol de la RDC et que les minerais et exportés vers les USA en utilisant le corridor de Lobito, une infrastructure ferroviaire et routière qui débouche sur l'océan Atlantique, faisant concurrence aux exportations chinoises.

### En attendant Doha

Dans cet accord, l'essentiel de la plus-value dans la région profiterait au Rwanda, la RDC serait cantonnée à un réservoir de ressources naturelles. Ce qui ne changerait pas vraiment de la situation actuelle, sauf que les transferts illicites des minerais congolais vers le Rwanda seraient officialisés.

Beaucoup d'observateurs soulignent l'absence de compensation pour les populations victimes de la guerre déclenchée par le Rwanda, pour les centaines de milliers de personnes déplacées, les violences subies, les pillages de maisons ou les destructions des villages. Un accord qui entérine aussi l'impunité pour les chefs de guerre.

Sur le terrain, les conflits continuent car la cessation des conflits est conditionnée à un autre accord, celui de Doha entre les autorités de la RDC et la milice M23. Cette dernière a ses propres exigences en termes d'intégration de ses forces dans l'armée nationale et de sécurisation de ses activités économiques et propriétés foncières.

La question est aussi de savoir si les entreprises étatsuniennes investiront dans un environnement qui reste instable et peu sécurisé.

**Paul Martial**

# NAMIBIE, LE PREMIER GÉNOCIDE DU 20<sup>e</sup> SIÈCLE

*Pour la première fois, le gouvernement namibien a organisé une journée nationale de commémoration du génocide des peuples Herero et Nama, commis par l'armée allemande. La*

*date choisie est celle du 28 mai, le jour de la fermeture officielle en 1907 des camps de concentration. Cet événement souligne les progrès réalisés depuis un génocide oublié puis dénié, à sa pleine*

*reconnaissance. Reste cependant la question des réparations qui oppose les gouvernements allemand et namibien et les communautés Herero et Nama. Un éclairage de Paul Martial.*

## La violence coloniale

*Les conquêtes coloniales de l'Allemagne se menèrent tardivement, la construction de la nation allemande ayant elle-même été tardive.*

Le Chancelier Bismarck était peu intéressé par des aventures coloniales, préférant utiliser énergie et argent dans la consolidation du pays. De plus, la constitution d'un empire exigeait une marine efficace que ne possédait pas encore le pays. Enfin l'ensemble des territoires qui auraient pu être conquis facilement étaient déjà occupés par d'autres puissances européennes.

### Traité de Berlin de 1885

À partir de 1880, les industriels et grands commerçants à la recherche de nouveaux débouchés font pression pour que l'Allemagne se lance dans « l'aventure coloniale ». C'est avec le traité de Berlin de 1885 qui officialise les possessions africaines des pays européens, que Bismarck réussit à récupérer quelques territoires. Ainsi, les pays actuels comme le Togo, le Cameroun, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie et la Namibie vont tomber dans l'escarcelle germanique. À l'image des autres pays européens, les colons allemands expulsent les habitants de leurs terres, réquisitionnent leur bétail et usent de la violence envers les populations.

### Une révolte réprimée

En Namibie, une révolte des Herero éclate en 1904, conduite par Samuel Maharero, puis rejointe par une autre population, les Nama. Historiquement ces deux communautés pastorales ont souvent été en compétition pour l'accès aux pâturages. Les guerriers s'en prennent aux colons mais épargnent femmes et enfants. Les autorités allemandes, de leur côté, envoient Lothar von Trotha, un officier spécialisé dans les répressions coloniales qui s'est illustré dans la répression en Chine contre les boxers.

Grâce à l'infanterie marine, la révolte est écrasée et s'ensuit une terrible répression.

### Volonté d'extermination

Les soldats de l'unité militaire des colonies africaines de la Schutztruppe reçoivent un ordre d'extermination : « à l'intérieur des frontières allemandes, chaque Herero, avec ou sans armes, avec ou sans bétail, sera abattu. Je n'accepte plus ni les femmes, ni les enfants ; ils seront reconduits vers leur peuple — ou fusillés. » Ainsi les populations sont poussées vers le désert du Kalahari, les puits sont empoisonnés et une grande majorité meurent de soif et de faim.

Ceux qui se rendent sont acheminés par train vers les camps de concentration, où la plupart meurent de maladie ou d'épuisement suite aux travaux forcés. Certains sont victimes d'expériences « médicales » pratiquées par un certain Eugene Fischer, qui aura plus tard comme assistant le sinistre Josef Mengele. Des membres d'autres communautés seront aussi massacrés comme les Damara et les San. Ce génocide est clairement assumé par Von Trotha se vantant d'avoir le soutien de l'empereur Guillaume II. Il déclarait : « Je détruis les tribus insurgées dans des fleuves de sang et d'argent. C'est seulement sur un tel terrain que la semence pourra prendre, que quelque chose pourra pousser ».

**Ce génocide est clairement assumé par Von Trotha se vantant d'avoir le soutien de l'empereur Guillaume II**

On considère que 80 % de la population des Herero et 50 % des Nama ont été exterminés entre 1904 et 1908.

## La controverse de la reconnaissance du génocide et des réparations

*La reconnaissance du génocide des Herero et des Nama par l'Allemagne a été un long processus et reste entachée d'une controverse sur la question des réparations.*

Lors de son voyage en Namibie en 1995, le chancelier Helmut Kohl évite les représentants des Herero. Le Président fédéral Roman Herzog en 1998 évoque seulement un « sombre chapitre ». Quant à Joschka Fischer, ministre des Affaires étrangères, il déclare en octobre 2003 : « Nous sommes pleinement conscients de notre responsabilité historique, mais nous ne sommes pas les otages de l'histoire ». Il faudra attendre 2004 pour qu'enfin, par la voix de la ministre fédérale au Développement et à la Coopération économique, Heidemarie Wiecek-Zeul, l'Allemagne reconnaisse le génocide tout en refusant une politique de réparation. Seuls 20 millions de dollars seront proposés pour les communautés victimes du génocide.

### L'exigence de la réparation

Ce refus de réparation présenté en son temps par l'Allemagne comme un principe était peu convaincant. Elle-même avait créé un précédent en 1890 en exigeant une réparation d'un montant de 12000 vaches aux Herero qui avaient lutté contre la colonisation. L'autre argument évoqué, celui de l'impossibilité d'apposer une qualification juridique datant de 1948 à des faits antérieurs, souffre d'incohérence avec la reconnaissance par le Bundestag du génocide arménien perpétré en 1915.

Le gouvernement namibien, dans sa volonté de conserver de bonnes relations avec l'Allemagne qui reste le premier bailleur du pays, était réticent à mener cette lutte. Renforcé par une inquiétude de voir les Herero et les Nama, bénéficiant d'un soutien financier, concurrencer le pouvoir détenu par les membres de la



Herero déshabillés retrouvés dans le désert. © COLL. J.-B. GEWALD / COURTESY OF VEREINIGTE EVANGELISCHE MISSION ARCHIV, WUPPERTAL.

majorité ethnique du pays, les Ovambo.

La situation a progressivement changé avec les mobilisations des Herero et Nama qui n'ont eu de cesse d'interpeller les gouvernements allemand et namibien et de mener des actions en justice. À cela s'ajoute la mobilisation parlementaire de la gauche radicale. Répondant à une interpellation de Die Linke, le gouvernement commence à évoluer en estimant que la Convention de 1948 « peut servir de critère de référence à une évaluation non juridique pour le qualifier de génocide ». Ainsi les gouvernements allemand et namibien ont signé début juin un accord reconnaissant le génocide avec un versement s'étalant sur trente ans d'une somme 1050 millions d'euros.

### Récupérer les terres volées

Cet accord est critiqué car les peuples Herero et Nama n'ont pas été associés aux

négociations, enfreignant ainsi la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Son article 18 stipule : « Les peuples autochtones ont le droit de participer à la prise de décisions sur les questions qui affectent leurs droits, par l'intermédiaire de représentants choisis par eux-mêmes conformément à leurs propres procédures. » Les communautés Damara et San, qui elles aussi ont subi les violences coloniales, ne sont pas mentionnées. Cet accord tourne le dos à la principale revendication : la récupération des terres spoliées avec l'exigence d'un rachat par le gouvernement allemand des propriétés foncières détenues par la communauté germanophone. Une mesure permettant aux Herero et Nama de sortir de la pauvreté dans laquelle ils ont été plongés depuis un siècle.

Mais l'actualité percute aussi cet accord. Alors qu'Israël mène un génocide à Gaza,

**Cet accord tourne le dos à la principale revendication : la récupération des terres spoliées avec l'exigence d'un rachat par le gouvernement allemand**

L'Allemagne est intervenue en tant que tierce partie pour soutenir le gouvernement génocidaire devant la Cour internationale de Justice. Comme l'indiquait l'ancien président namibien : « Le gouvernement allemand n'a pas encore pleinement expié le génocide qu'il a commis sur le sol namibien... L'Allemagne ne peut moralement exprimer son engagement envers la convention des Nations unies contre le génocide, y compris l'expiation du génocide en Namibie, tout en soutenant l'équivalent d'un holocauste et d'un génocide à Gaza. »

## EXTRÊME DROITE Quand l'apolitisme de FO devient collaborationnisme!

Le NPA-l'Anticapitaliste 67 était à Mertzwiller ce samedi 8 juillet au côté des salariéEs de BDR Therméa, ex-Dietrich, pour la sauvegarde de leurs emplois et pour apporter notre solidarité.

Devant le risque de la présence du député RN, un accord intersyndical a été négocié pour ne donner la parole qu'aux représentants syndicaux locaux et nationaux. Pour l'UD CGT Bas-Rhin le message était clair, elle ne cautionnerait pas une prise de parole du député du RN, Théo Bernhardt. Malgré cet accord, le député fasciste entouré de nervis était présent sur le podium. Une situation inacceptable pour tout syndicaliste et qui se devait d'être contestée avec force : « Tout le monde déteste le RN ! »



Le député RN à la tribune à Mertzwiller. NPA-L'ANTICAPITALISTE

### Service d'ordre et forces de l'ordre

Non seulement FO, CFE-CGC avec la présence d'un représentant confédéral de FO n'ont pas condamné sa présence mais ils ont fait intervenir le service d'ordre et une milice privée pour dégager violemment les militantEs de la CGT, de LFI, du NPA, du FSE, de Solidaires, de l'URC qui protestaient pacifiquement. Les membres du service d'ordre sont allés jusqu'à remettre des camarades aux forces de l'ordre en leur demandant de les maintenir à l'écart du rassemblement.



Le service d'ordre de FO à Mertzwiller. NPA-L'ANTICAPITALISTE

### Les dirigeants du syndicat FO devront rendre des comptes!

Rappelons que le Rassemblement national est l'ennemi des travailleurEs, des ouvrierEs et des organisations syndicales. Que ce soit à l'Assemblée nationale ou au Parlement européen, les représentants de ce parti votent systématiquement contre toutes les décisions contenant des mesures de progrès social. Le RN vote contre la mise en place d'un salaire minimum en Europe, contre l'augmentation du Smic en France, contre l'indexation des salaires sur l'inflation, contre la retraite à 60 ans, contre l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, pour le durcissement des droits à l'assurance chômage... tout en refusant d'imposer des contraintes aux employeurs de taxer les superprofits. Solidarité avec les travailleuses et travailleurs de BDR Therméa!  
Non au démantèlement des entreprises!  
Pas de fachos dans nos manifestations!  
Fachos hors de nos vies!  
No Pasaran!

Correspondant

À lire sur le site



L'extrême droite n'est pas la bienvenue en Allier, ni ailleurs!

## ÉDUCATION Bétharram, une affaire d'État

L'affaire Bétharram a secoué le paysage politique cette année. Bayrou a été pris la main dans le pot de confiture et s'en sort malheureusement la tête haute. Les organisations de gauche politiques et syndicales ont-elles tiré toutes les conséquences de ce scandale?

En octobre 2023, Alain Esquerre, un ancien élève de l'école privée (sous contrat) Notre-Dame-de-Bétharram lance une bouteille à la mer : il cherche d'autres victimes des viols et violences commis dans cette école du Béarn. Un an plus tard, près de 110 plaintes sont déposées au parquet de Pau. Ainsi commence l'affaire de Bétharram. Depuis les témoignages, articles et rapports parlementaires sont accablants sur le silence dans lequel l'Éducation nationale et la Justice se sont murées pendant plus de 40 ans.

### Cachez ce viol que je ne saurais voir

Le premier maçon du mur du silence n'est autre que François Bayrou, actuel Premier ministre et maire de Pau. Il a scolarisé ses enfants dans cette institution et il était ministre de l'Éducation nationale lorsque la première plainte a été déposée en 1997. Ajoutons à cela que sa femme a été enseignante (de catéchisme) dans cette école. Françoise Gullung, professeure à Bétharram, témoigne à propos d'Elisabeth Bayrou : « J'avais l'impression que pour elle, ces enfants-là étaient d'une espèce inférieure aux siens [...], que

c'était normal qu'on les batte ». Hélène Perlant, fille de François Bayrou et victime de violences, affirme que son ancienne école « [est] organisée comme une secte ou un régime totalitaire ». On peut diviser le torrent de boue de Bétharram en deux. D'une part les violences extrêmes par les surveillants et enseignants, et d'autre part les viols par les Pères responsables de cette institution. Il faut ajouter à cela le silence des adultes. Dans la région « si tu continues, tu vas finir à Bétharram » était une expression populaire pour faire rentrer ses enfants dans le rang. Tout le monde savait et se taisait.

### Éduquer les enfants sans violences

L'idée qu'il faut taper sur les enfants pour les éduquer n'est pas propre à Bétharram. Au contraire, c'est une opinion bien ancrée dans notre passé. Alexander S. Neil écrit en 1960 dans *Libres enfants de Summerhill* : « L'éducation devrait être une préparation pour la vie. Notre culture, dans ce domaine, a échoué. Notre éducation, notre politique et notre économie ne nous mènent qu'à la guerre ». Car voilà le problème fondamental : nous reproduisons les inégalités et les violences de la société

BÉTHARRAM: ENFIN LES VACANCES!



sur les enfants, plutôt que de combattre ces inégalités. Il y a un continuum de la violence, et à partir du moment où on peut s'en prendre, sans remords, à l'intégrité physique d'un enfant, il n'y a plus de limites dans l'abject. C'est dans ce sens que la France a ratifié, en 1990, la Convention internationale des Droits des enfants, qui stipule qu'il faut : « protéger l'enfant contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle ». Il faut croire que François Bayrou, alors député des Pyrénées-Atlantiques, n'avait pas pris le temps de la lire.

### Nettoyer les écuries d'Augias

Il faut bannir la violence de l'éducation. C'est un travail patient et minutieux qui a fait évoluer les écoles publiques depuis 40 ans. Ce travail est loin d'être terminé

comme le montre la plainte déposée en décembre 2023 par trois élèves du prestigieux lycée Henri IV (Paris) pour des faits de harcèlement moral et de violences volontaires. Bayrou, s'il avait un minimum d'honneur, devrait démissionner immédiatement. Au-delà, les organisations politiques et syndicales doivent exiger la nationalisation sans condition des écoles privées pour y bannir l'ensemble des violences et assurer un contrôle de l'État sur les personnels. Même si cela ne sera pas suffisant, c'est un premier pas. Au-delà, nous devons réfléchir à une éducation qui considère tout enfant comme un humain à part entière, avec les mêmes droits. Cela suppose une société qui bannit la violence de son fonctionnement quotidien. En dernière instance, cela signifie en finir avec les oppressions et l'exploitation. La tâche est ardue, mais indispensable pour l'honneur de l'humanité.  
Raphaël Greggan

## CAUSE ANIMALE Action de blocage simultané de six abattoirs

Dans la nuit du 6 au 7 juillet 2025, une action coordonnée de militantEs antispécistes, membres du collectif « 269 Libération animale », a permis le blocage simultané de 4 abattoirs aux Pays-Bas et 2 en France : Sobeval à Boulazac, près de Périgueux, et Tendriade à Châteaubourg, en Ille-et-Vilaine.

Les militantEs, qui s'étaient enchainéEs à l'intérieur des box d'étourdissement et des tonneaux rotatifs d'abatage, ont tenté de résister le plus longtemps possible aux forces de l'ordre venues les déloger et défendre les intérêts du système capitaliste-spéciste<sup>1</sup>. En tout, plus de 35 militantEs ont été mis en garde à vue en France et aux Pays-Bas.

### Occupation des lieux de production

Ces 6 abattoirs appartiennent au groupe VanDrie, leader mondial de l'exploitation des veaux, qui déclarait en 2023 un chiffre d'affaires de plus de 3 milliards d'euros, grâce à la mise à mort de 1,8 million d'individus par an. Il s'agit de veaux issus de fermes laitières, considérés comme des déchets à valoriser dans la production. À l'abattoir Sobeval, en Dordogne, la cadence imposée est de 700 veaux par jour, soit 90 par heure. Pour autant, la viande qui en sort peut être certifiée « Label Rouge », « Bio » ou « Saveurs du Périgord ».

En bloquant la chaîne d'abatage, l'un des objectifs de l'organisation était donc de toucher directement l'économie du géant de la viande, tout en luttant aux côtés des animaux sur les lieux-clés de leur exploitation. Bloqué à partir de minuit, l'abattoir Tendriade d'Ille-et-Vilaine n'a pu reprendre son activité qu'à 10 heures.

### Action internationale pour la libération de tous les êtres sentients<sup>2</sup>

Ces militantEs nous montrent que l'unité d'action internationale est possible et nécessaire quand il s'agit de lutte contre un système oppressif. Iels se sont uniEs contre les géants de l'industrie agro-alimentaire,



À lire sur le site



Écho du festival de « La bascule écologique et sociale » du Hangar Zéro au Havre



Non à l'expulsion de Zehra Kurtay!, par Soihartzet et Séverine

qui tirent profit non seulement de l'exploitation de la force de travail des ouvrierEs d'abattoirs, mais aussi directement de l'exploitation du corps des autres animaux. Une action collective, coordonnée à l'international qui ne peut que nous inspirer. L'occasion de rappeler également que la libération des travailleurEs exploités dans les abattoirs passera par la libération de tous les animaux de l'exploitation directe de leurs corps. L'idée est donc lancée d'une unité d'action entre militantEs antispécistes et travailleurEs des abattoirs!

### Commission Cause animale

1 – Système spéciste : système d'oppression qui s'appuie sur le critère de l'espèce d'un individu pour la prise en compte ou non de son intérêt à vivre. Le capitalisme a besoin du spécisme pour légitimer et rendre acceptable l'exploitation des animaux non-humains.  
2 – Êtres sentients : individus qui peuvent ressentir la douleur, le plaisir, des émotions... et qui ont intérêt à éviter la souffrance.

## En bref

**Saint-Denis (93). Débats autour du livre d'Ugo Palheta.** Mercredi 2 juillet, en pleine canicule, une quarantaine de personnes se sont retrouvées à la Bourse du Travail de Saint-Denis pour discuter autour du livre d'Ugo Palheta « Comment le fascisme gagne la France... » et comment y résister? D'autant plus notable que cette rencontre initiée par le NPA-l'Anticapitaliste arrivait après une série de réunions dont la préparation a mobilisé le milieu militant pendant tout le mois de juin : 130 personnes le 26 juin à l'appel du Comité NFP et du Collectif On s'en mêle pour discuter de la démocratie dans le quartier de la Plaine, une centaine de personnes à Franc-Moisin autour de LFI le 1<sup>er</sup> juillet. Nous étions donc particulièrement contentEs de retrouver des camarades du NFP, de LFI, des différents collectifs de lutte pour le respect du droit des étrangers, de l'lot 8 et plus globalement du droit au logement...

Pour les présentEs, ce temps de discussion autour de la menace de l'extrême droite était important et utile pour avancer tant sur l'analyse de ce qu'est l'extrême droite aujourd'hui que des cadres à construire pour y faire face.

Après la présentation limpide d'Ugo, la discussion a été nourrie des expériences et questionnements d'ancienNEs de Ras l'Front, de camarades qui subissent l'islamophobie mais s'interrogent de par leur histoire en Algérie sur les cadres de lutte contre l'islamophobie que l'on peut construire : avec quels alliés? comment articuler la place centrale de l'islamophobie dans la construction de l'idéologie d'extrême droite en France et la conscience que si certains projets de l'islam politique n'ont rien de progressiste ils ne représentent pas ici une menace comparable à celle qui existe dans des pays où ces courants sont au pouvoir? Iels font aussi le constat des enjeux croissants de la lutte contre les idées racistes dans le mouvement syndical et le besoin de connecter la lutte pour les droits sociaux et contre les oppressions avec un projet politique de rupture globale. Des discussions à poursuivre dans les cadres unitaires que nous faisons vivre ensemble, mais aussi dans d'autres initiatives du NPA.

Correspondante



**Dans le village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan**

Accueil à partir du samedi 23 août après-midi, départ le jeudi 28 août après le petit-déjeuner.

Pour s'inscrire à l'Université d'été du NPA-l'Anticapitaliste 2025, une adresse : [npa-lanticapitaliste.org/UDT2025](http://npa-lanticapitaliste.org/UDT2025)

Sinon adresser chèque, chèques vacances ou espèces directement à :

NPA-l'Anticapitaliste,  
Université d'été,  
2 rue Richard-Lenoir  
93100 Montreuil

Plus tôt vous vous inscrivez, mieux nous pourrons anticiper.

## LES NÔTRES

# Martine Granier

Pour nous, ses camarades au sein du comité Montpellier du NPA, c'est bien sûr la figure de la militante qui vient d'abord à l'esprit. Martine militante semait déjà la zone dans le lycée où son père était proviseur... Même si nous ne l'avons pas connue à cette époque, nous pouvons aisément l'imaginer.

### Révolte et internationalisme

Sa révolte, son refus profond de toute injustice, sa ténacité l'auront marquée jusqu'au bout et nous permettent de comprendre son parcours politique qui l'a amenée de la JCR des années 1960 au NPA, en passant par la Ligue communiste et la Ligue communiste révolutionnaire, toujours fidèle à la IV<sup>e</sup> Internationale. Car l'internationalisme, elle l'avait chevillé au corps.

Par sa présence et sa constance, elle a marqué la lutte en soutien à la Palestine, aux Kurdes avec qui elle avait su tisser des liens. De la même manière, elle s'est toujours investie dans le féminisme, la défense des droits des femmes. S'investir, ne pas faire les choses à moitié, voilà une constante aussi chez elle.



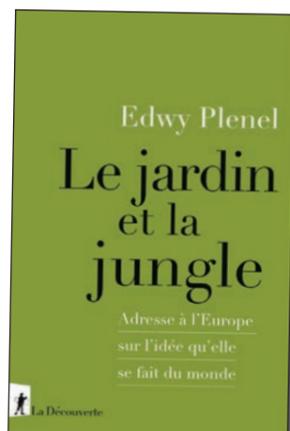
Pour nous, Martine, c'est celle qui ne lâchait rien, capable de discuter des heures pour arracher une virgule, avec parfois un soupçon de mauvaise foi. C'est grâce à cet acharnement que le NPA a obtenu, en 2010, un programme bien marqué à gauche pour les élections régionales dans le cadre de la liste « À gauche maintenant », ce qui n'était pas vraiment acquis au départ.

Et, encore sur le terrain électoral (même si, à ses yeux comme à ceux du NPA, ce n'était pas un terrain privilégié), il faut souligner

le rôle important qu'elle a joué en 2014 pour la constitution de la liste aux élections municipales « Montpellier sociale, écologiste et solidaire ». Toujours là pour accompagner les camarades à prendre la parole en public et à répondre aux interviews.

Il faut dire que Martine a été notre porte-parole, en duo avec un camarade qui se réclamait plutôt de la mouvance libertaire. L'excellent travail que tous deux ont pu mener tient pour beaucoup à leur capacité à rechercher ce qui rassemble et au respect mutuel

## Culture



### ESSAI **Le jardin et la jungle. Adresse à l'Europe sur l'idée qu'elle se fait du monde, d'Edwy Plenel**

Éditions La Découverte, 2024, 216 pages, 18 euros.

« les assassins de l'aube » — qui ont le vent en poupe. Faire front contre l'extrême droite (j'aurais dit « le néofascisme ») est une exigence politique vitale. Il ne s'agit pas simplement d'une aggravation des politiques de la droite au pouvoir, mais d'une rupture historique : « Nous ne pouvons pas nous offrir de la luxure d'une sous-estimation du danger ».

Face au silence complice de l'Europe au sujet de la guerre d'extermination d'Israël contre le peuple de Gaza, l'Afrique du Sud a sauvé, par sa plainte auprès de la Cour internationale de Justice, la promesse d'universalité sans frontières que les pouvoirs européens ont trahie. Les responsables pour ce crime — Netanyahu et ses alliés — sont ceux qui ont idéologiquement armé en novembre 1995 la main du meurtrier de Itzhak Rabin, prix Nobel de la Paix avec Yasser Arafat et Shimon Peres en 1994.

Dans ce contexte, Plenel cite un document prophétique daté du 22 septembre 1967, du *Matzpen* (« la boussole » en hébreu), un groupe israélien internationaliste : « L'occupation fera de nous des assassins et des assassinés [...] Sortons des territoires occupés maintenant ».

### Crise de l'accueil en Europe

La politique migratoire est un des signes les plus graves de la

déshumanisation de l'Europe : la Méditerranée est devenue un immense cimetière. La vérité est que l'Europe ne vit pas une « crise migratoire » mais une crise de l'accueil. On assiste à un crescendo mortifère des politiques anti-migratoires et des rhétoriques xénophobes et racistes. Tout cela au nom de la protection de « l'identité européenne » — une ruse idéologique pour occulter les inégalités sociales, l'appropriation des richesses par une minorité. Ce sont des associations de solidarité avec les migrants, comme « Tous Migrants » de Briançon, ou le navire *SOS Méditerranée*, qui sauvent notre honneur d'EuropéenNEs : ce sont les « Justes des Nations » de notre époque.

### Racisme et passé colonial

La France est un des pays européens au plus lourd passé colonial : 17 années ininterrompues de guerres coloniales, de l'Indochine à l'Algérie. Ce n'est pas un hasard si l'« Algérie française » est devenue le cri de ralliement de l'extrême droite vaincue en 1945. L'anticolonialisme a été longtemps tenu aux marges politiques, porté par des figures dissidentes et minoritaires, comme les surréalistes ou des grandes figures universalistes du Sud colonisé, comme Frantz Fanon et Aimé Césaire.

La gauche, c'est-à-dire la SFIO, a activement participé à l'en-

qui a débouché bien sûr sur une belle amitié. Une constante chez Martine que de tisser des liens d'amitié au-delà des désaccords politiques.

### La vie et la lutte à plein régime

Martine, elle avait besoin de militer. Elle ne pouvait pas imaginer ne serait-ce qu'une journée sans lutter, condition nécessaire pour elle, pour se regarder dans le miroir. C'était une amoureuse de la vie qu'elle a croquée à pleines dents. Sa voix cassée par les cigarettes et son regard pétillant sont inoubliables. Comme le sont les soirées chez elle et Gilles après les réunions publiques, les « after » qui ont vu défiler les invitéEs du NPA34, avec une place particulière pour Olivier qui avait droit à chaque passage à un bon foie gras du Sud-Ouest.

Parce que le Sud-Ouest, et en particulier Toulouse, a joué un rôle important dans sa vie, comme l'illustre son amitié avec Daniel Bensaïd et son admiration pour lui.

Martine aimait chanter, danser, rire. Et les soirées festives de l'Université d'été du NPA en ont gardé le souvenir. Voilà... camarade Martine, tu restes dans nos cœurs. Hasta siempre!

Ses amiEs et camarades du comité Montpellier du NPA

treprise coloniale, comme le rappelle la biographie du « socialiste » Robert Lacoste, gouverneur de l'Algérie de 1956 à 1958. Ce passé colonial non liquidé nécrise le présent : il se paye aujourd'hui par l'essor de l'extrême droite, du racisme et d'idéologies meurtrières comme « le grand remplacement » énoncé par des Renaud Camus et autres Éric Zemmour.

Dans sa conclusion, Edwy Plenel rend hommage à Elisée Reclus, le grand géographe libertaire, qui avait prévu, dès 1864, que l'homme — « ce nouvel Attila » — était en train de saccager la nature, d'appauvrir le sol et même de « gâter le climat ».

Ce qui fait la force de cet essai d'Edwy Plenel, c'est sa capacité à combiner la recherche historique avec l'indignation, en gardant toujours le cap sur ses valeurs : l'universalisme humaniste et l'égalité des droits.

Michael Löwy

### Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Daumesnil

★ [la-breche.com](http://la-breche.com)

01 49 28 52 44  
contact@la-breche.com

# IRAN « La guerre soutient les forces réactionnaires, capitalistes et fascistes et détruit des vies, des espoirs et la nature »

**Entretien.** Le Collectif Roja est un collectif indépendant féministe, anticapitaliste et internationaliste créé en France à la suite du soulèvement de Jina en Iran en 2022, constitué de femmes, personnes queer et membres de la diaspora exilée. Nous lui avons demandé son avis sur la situation au Moyen-Orient et en particulier en Iran.

**Quelle est l'histoire de votre collectif, quels sont ses objectifs politiques et votre pratique de la solidarité internationale ?**

Nous venons de milieux variés : artistes, militantEs, migrantEs, exiléEs. L'écho mondial de la révolte de 2022 — en particulier porté par les femmes kurdes, baloutches, iraniennes et afghanes — nous a de nouveau rassemblés, et a éveillé en nous une colère profonde contre les régimes patriarcaux, capitalistes et autoritaires, qu'ils soient religieux, libéraux ou coloniaux. Nous sommes un collectif féministe, anticapitaliste et internationaliste.

Nous croyons que toutes les formes d'oppression sont interconnectées : la répression des femmes, des peuples colonisés, des travailleurEs et des migrantEs fait partie d'un ordre global de domination et d'exploitation.

C'est pourquoi nous participons activement à des luttes entremêlées : pour la liberté en Iran, contre les violences policières, aux côtés des revendications populaires radicales en France, contre le colonialisme sioniste en Palestine ; pour les droits des personnes migrantes et contre la montée du fascisme en Europe. Notre mode d'action repose sur la création d'espaces auto-organisés — comme les cantines solidaires et les rencontres culturelles — pour tisser des liens sociaux internationalistes, ouvrir des espaces de discussion radicale et connecter les luttes.

Nous collaborons avec d'autres collectifs en diaspora — féministes, kurdes, afghans, palestiniens, etc. — et intervenons aussi bien dans la rue que dans les espaces de réflexion à travers des textes engagés, des actions de mémoire des résistances populaires, et des pratiques artistiques militantes.

Nous collaborons avec d'autres collectifs en diaspora — féministes, kurdes, afghans, palestiniens, etc. — et intervenons aussi bien dans la rue que dans les espaces de réflexion à travers des textes engagés, des actions de mémoire des résistances populaires, et des pratiques artistiques militantes. Nous nous inspirons de l'éducation populaire, des soins radicaux, et des récits des luttes des peuples opprimés. Depuis sa création, Roja a notamment organisé plusieurs cantines solidaires pour la Palestine, l'Afghanistan, les migrantEs afghanEs, le Kurdistan, et en solidarité avec les prisonnierEs politiques en Iran ; participé à des manifestations contre la réforme des retraites en France, pour la Palestine, pour le 1<sup>er</sup> Mai, la Pride, le 8 mars et à des actions de rue, des rassemblements et des manifestations contre la guerre, contre la peine de mort, et à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement Jin, Jiyân, Azadî (Femme, vie, Liberté).

**Comment analysez-vous l'agression militaire israélienne de 12 jours et comment vous êtes-vous positionnéEs ?**

La guerre par procuration était en cours presque depuis la création



COLLECTIF ROJA

**Nous condamnons fermement cette agression militaire d'Israël mais nous ne permettrons pas que cette condamnation soit instrumentalisée au profit de la République islamique d'Iran**

de la République islamique en Iran après la révolution en 1979. En 2024, des confrontations directes se sont également produites entre les deux États. En tenant compte de la conjoncture géopolitique mondiale et de la nature des deux régimes, cette escalade et une confrontation plus intense, longue et avec les conséquences plus dramatiques pour les civilEs, était prévisible. Cette menace est toujours actuelle.

Nous condamnons fermement cette agression militaire d'Israël. Ces attaques ont été menées dans le but de consolider des intérêts géopolitiques et économiques, sans aucun égard pour la vie et les droits des citoyenNEs. Elles s'inscrivent dans la ligne de la politique raciste et militariste du gouvernement israélien. Cependant, nous ne permettrons pas que cette condamnation soit instrumentalisée au profit de la République islamique d'Iran, un régime qui réprime systématiquement de larges pans de la société, notamment les femmes, les personnes LGBTQIA+, les opposantEs politiques, les groupes sociaux minorisés (Belouch, Kurde, les immigréEs afghans...) et les groupes confessionnels/non confessionnels minorisés (les Baha'is, les chrétiens, les juifs, les sunnites, les zoroastriens...). Le régime met également en œuvre une stratégie confuse, inefficace et conflictuelle à l'égard de la question palestinienne.

Notre position antiguerre n'a pas changé : la guerre ne permet pas aux peuples de la région d'avancer vers les voies progressistes afin de fonder les bases des sociétés où la tolérance, les libertés individuelles, les collaborations interculturelles s'instaurent. L'expérience montre que la guerre soutient les forces réactionnaires, capitalistes et fascistes et détruit des vies, des espoirs et la nature. Ceux qui subissent des oppressions systémiques, ethniques ou religieuses peuvent en témoigner plus que quiconque.

D'un point de vue militaire, la République islamique d'Iran apparaît plus vulnérable face aux probables agressions militaires à venir. Depuis le 7 octobre 2023, le chaos progresse dans la région grâce à l'impunité dont Israël bénéficie grâce aux puissances impérialistes. Cette agression a en partie détourné l'attention sur la situation génocidaire en Palestine.

Les États-Unis et l'Europe ont soutenu Israël, pour « faire le sale boulot » comme l'a dit Merz, jusqu'à la limite de leurs intérêts. Ainsi, au huitième jour de ce conflit, les chefs de la diplomatie française, allemande et britannique ont proposé « une offre de négociation complète ». Dans ces « négociations », les peuples sont absents selon une logique centrée sur le maintien de l'hégémonie des puissances dominantes.

**Comment voyez-vous les perspectives pour les résistances populaires dans la région et en Iran ?**

En Iran, les résistances populaires rencontrent plus de difficultés parce que le régime applique davantage sa politique fasciste répressive sur la population : arrestations massives des « collaborateurs » et des « espions », jusqu'aux arrestations des internautes, plutôt jeunes, qui exprimaient des sentiments anti-régime. La situation des prisonnierEs a également empiré. La frappe aérienne sur la prison d'Evin du 23 juin a causé la mort de plusieurs détenuEs et le déplacement des prisonnierEs, surveilléEs depuis dans des conditions dégradées. En 2024, l'Iran a enregistré un nombre record d'exécutions : au moins 975 personnes, selon des ONG telles qu'Iran Human Rights et Ensemble contre la peine de mort. Selon des sources officielles iraniennes, au moins 6 personnes accusées de coopération en faveur du régime sioniste ont été exécutées immédiatement après le cessez-le-feu.

La République islamique d'Iran, qui affiche toujours une posture antisioniste en « défense des opprimés », a profité de cette situation critique pour s'affirmer et a tenté de détourner l'opinion publique des crises économiques, de la

répression interne et de son inefficacité en renforçant un nationalisme xénophobe pro-iranien et pro-pers. Par exemple, parmi les personnes arrêtées se trouvaient des AfghanEs qui, parce que les immigrants afghans seraient perçus comme une menace pour la sécurité de l'Iran, sont devenus des boucs émissaires. Ils sont présentés comme des délinquants faisant pression sur les services sociaux, le logement et l'emploi<sup>1</sup>.

**Quelles sont les tâches prioritaires pour renforcer la solidarité internationale avec les peuples d'Iran et de la région ?**

Nous croyons que la solidarité ne se construit pas uniquement par des déclarations ou des slogans. Elle doit être concrète et se manifester dans l'action : par de véritables alliances, des actions collectives, le partage de ressources et de savoirs. Selon nous, plusieurs tâches urgentes s'imposent. D'abord décoloniser les regards et les pratiques, en particulier dans les gauches occidentales. Sans écoute des voix du Sud global, des diasporas et des exiléEs, aucune solidarité réelle n'est possible.

Ensuite, soutenir les réseaux auto-organisés sur le terrain, que ce soit en Iran, en Palestine, dans les camps, les villes ou les prisons — avec des ressources financières, logistiques et médiatiques.

Enfin, créer des ponts entre les luttes entre exiléEs et personnes locales ; entre féministes et entre collectifs diasporiques et collectifs enracinés dans les territoires. Il faut également dénoncer sans relâche les politiques impérialistes et néocoloniales des États occidentaux, tout en résistant aux récupérations autoritaires menées par des États soi-disant « anti-occidentaux », et bien sûr nourrir notre force collective à travers la culture, la mémoire, la transmission d'expériences et les joies libératrices.

**Propos recueillis par Elias Vola**

1 – Voir Babak Kia, « République islamique et racisme d'État, il faut vraiment en finir avec ce régime ! » sur le site de l'Anticapitaliste.

**Suis-nous**

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

[lanticapitaliste.org](https://lanticapitaliste.org)

[NPA.lanticapitaliste](https://npa.lanticapitaliste.org)

[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)

[Lanticapitaliste1](https://www.youtube.com/channel/UC...)

[lanticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/lanticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



**Retrouve-nous**

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

**Découvre notre presse**

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

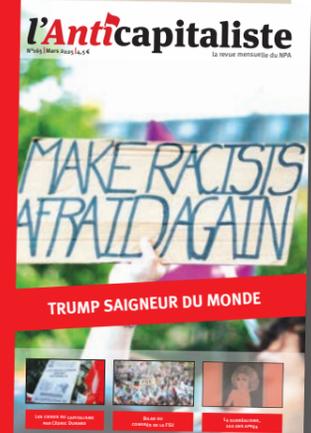
Et chaque mois,

**l'Anticapitaliste**  
la revue

Le n°165 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

**l'Anticapitaliste**,  
2, rue Richard-  
Lenoir,  
93108 Montreuil  
cedex.



**Abonne-toi**



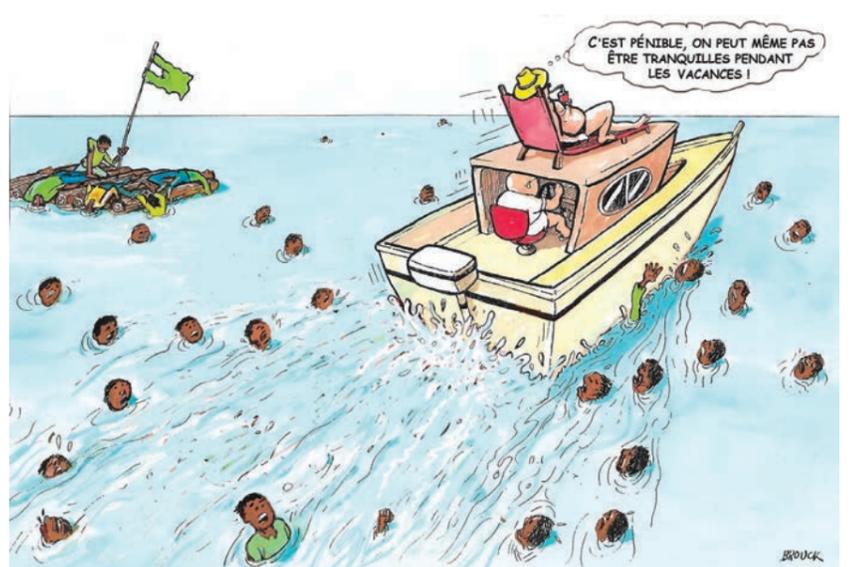
Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

**Contacte-nous**

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**L'image de la semaine**



**Dis-nous**

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)